



Communiqué
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Des cuthbertois.e.s et leur Municipalité exigent le respect de leur eau potable par Hydro-Québec

Saint Cuthbert, le 17 mars 2026 - Ce lundi, un regroupement de citoyen.ne.s et la Municipalité de Saint-Cuthbert ont tenu une conférence de presse conjointe pour sonner l'alarme sur un projet dans les cartons d'Hydro-Québec. Celui-ci, s'il se concrétisait, risquerait de compromettre l'eau potable distribuée par le réseau d'aqueduc municipal de Saint-Cuthbert, ce qui constituerait un grave précédent pour l'ensemble des municipalités du Québec.

Hydro-Québec planifie en ce moment un nombre étourdissant de chantiers, dont celui de l'Axe de transport Vallée-du-Saint-Laurent qui relierait Portneuf à Sainte-Julienne. Sur ce tracé, la société d'état considère l'installation d'un poste de sectionnement et de lignes à haute-tension dans un secteur forestier et habité de Saint-Cuthbert, qui comporte en outre plusieurs milieux humides. D'entrée de jeu, le projet occasionnerait le déboisement permanent de 20 millions de pieds carrés (416 terrains de football américain), avec les conséquences que l'on peut imaginer sur les écosystèmes et la biodiversité.

Or, le site à l'étude se situe dans le bassin versant de la rivière Chicot, qui alimente plus de 1700 personnes en eau potable via le réseau d'aqueduc municipal. Tel qu'il est bien établi dans le rapport d'analyse de vulnérabilité de la prise d'eau potable de Saint-Cuthbert, les coupes à blanc augmenteraient le risque de ruissellement de carbone, de phosphore et de sédiments dans la rivière. À cela s'ajoute l'utilisation de produits désherbants pour contrôler la végétation, qui pourrait accentuer les risques de contamination. Un tel projet ferait donc peser une pression importante sur une source d'eau potable essentielle, en plus de provoquer un profond choc social au sein de la communauté.

Les instigateurs et instigatrices de la conférence s'inquiètent, en particulier, de l'intérêt avoué de la société d'État pour l'ajout de transformateurs à ce site. « Là où le poste serait construit, le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection interdit l'exploitation d'hydrocarbures. Pourquoi permettre à Hydro-Québec d'y entreposer, dans des transformateurs, des dizaines de milliers de litres d'huile isolante? » s'insurge Daniel Quirion, cuthbertois mobilisé sur la question depuis l'été dernier. « Qu'est-ce qu'on fait s'il y a un bris d'équipement et que cette huile-là rejoint la rivière? Ce serait impossible à gérer à l'usine de filtration.» Il rappelle qu'en 2014, un incident au poste de Joly a mené à l'écoulement de 20

000 litres d'huile dans la nature malgré les mesures de précaution mises en place. « Et ce n'est pas tout », avertit-il, « les puits dans le secteur des installations seront certainement affectés et plus rapidement encore, ne serait-ce que par la pollution liée au déboisement.»

Des préoccupations partagées par le maire de Saint-Cuthbert, Richard Belhumeur, qui dénonce une situation pour le moins incohérente. « D'un côté, le ministère de l'environnement nous impose des règles très strictes pour protéger notre source d'eau potable. De l'autre, Hydro-Québec maintient sur la table un tracé qui pourrait la mettre en danger. C'est difficile à comprendre. Comment peut-on encore envisager une option qui menace l'approvisionnement en eau d'une municipalité? Ce serait une véritable épée de Damoclès pour une grande partie de la population et, je le rappelle, pour notre milieu agricole qui est le plus important au Québec sur la rive nord du Saint-Laurent. » Le maire déplore par ailleurs que ce tracé ait été envisagé sans que la prise d'eau potable de Saint-Cuthbert ait été véritablement prise en compte.

La Municipalité s'est positionnée contre le projet dès septembre 2025, par une résolution unanime suite à une première vague de mobilisation citoyenne. Dans une lettre écrite conjointement avec des citoyen.ne.s impacté.e.s, elle a demandé entre autres démarches l'intervention de la Ministre des Affaires municipales, Geneviève Guilbault, ce qui n'a mené qu'à un accusé de réception laconique un mois et demi plus tard. Depuis, la mobilisation concertée des citoyen.ne.s avec la Municipalité s'est raffermie, donnant lieu au déploiement d'une multitude d'efforts pour informer la population des enjeux liés au projet – notamment via le site web chicotsanshydro.info. Une pétition citoyenne lancée en décembre a récolté 700 signatures en appui aux démarches de la Municipalité, reflétant une inquiétude généralisée dans la population cuthbertaine.

La société d'État serait sur le point de décider si elle ira de l'avant, ou non, avec sa proposition pour Saint-Cuthbert. De leur côté, les citoyen.ne.s et la Municipalité dénoncent un plan dépourvu d'acceptabilité sociale et font une promesse : celle de continuer à défendre ensemble leur eau potable, quoi qu'il advienne. À Saint-Cuthbert, c'est Chicot sans Hydro!

- 30 -

Pour information :

Daniel Quirion, citoyen mobilisé :

450-835-3838, danielquirion68@gmail.com

Marc-André Toupin, citoyen mobilisé et responsable de chicotsanshydro.info :

514-574-6781, chicotsanshydro@ik.me